
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DÉCRET N° 2019 – 458 DU 09 OCTOBRE 2019

portant attributions, organisation et fonctionnement du
Comité consultatif paritaire de la Fonction publique.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

CHEF DE L'ÉTAT,

CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- vu** la loi n° 2015-18 du 1^{er} septembre 2017 portant statut général de la Fonction publique, telle que modifiée par la loi n° 2017-43 du 02 juillet 2018 et la loi n° 2018-35 du 05 octobre 2018 ;
- vu** la décision portant proclamation, le 30 mars 2016, par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- vu** le décret n° 2019-396 du 05 septembre 2019 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure-type des ministères ;
- vu** le décret n° 2018-029 du 31 janvier 2018 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Travail et de la Fonction Publique ;
- vu** le décret n° 2017-041 du 25 janvier 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- vu** le décret n° 163-PR/MFPTT du 26 mai 1967 portant délégation de certains pouvoirs du Président de la République au Ministre chargé de la Fonction Publique en matière d'administration des personnels de l'Etat ;
- après** avis du Comité Consultatif Paritaire de la Fonction Publique en sa deuxième session ordinaire tenue du 09 au 13 avril 2018 ;
- sur** proposition conjointe du Ministre du Travail et de la Fonction Publique et du Ministre de l'Économie et des Finances,
- le** Conseil des Ministres, entendu en sa séance du 16 octobre 2019,

DÉCRÈTE

CHAPITRE I : DISPOSITION GÉNÉRALE

Article premier

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi n° 2015-18 du 1^{er} septembre 2017 portant statut général de la Fonction publique, le présent décret fixe les attributions, la composition et le fonctionnement du Comité consultatif paritaire de la Fonction publique.

Af

CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS ET COMPOSITION

Article 2

Le Comité consultatif paritaire de la Fonction publique a pour mission de connaître des questions dont il est saisi concernant la Fonction publique ou les agents de la Fonction publique.

Il est saisi, pour avis et suggestions sur l'élaboration, la révision ou toute modification du statut général de la Fonction publique, des statuts spéciaux et des statuts particuliers ainsi que des problèmes concernant la rémunération et les avantages accordés aux agents de la Fonction publique.

Il est également saisi de questions spécifiques, notamment celles relatives aux avantages de toutes natures à accorder aux agents de l'Etat.

Il est saisi soit par le ministre chargé de la Fonction publique soit à la demande écrite de la majorité absolue de ses membres titulaires.

Article 3

Le Comité consultatif paritaire de la Fonction publique est obligatoirement saisi pour avis sur :

- les projets de textes relatifs au statut général, aux statuts particuliers et spéciaux des différents corps de la Fonction publique ;
- les projets de textes portant modalités d'application des principes fondamentaux de gestion des emplois et des agents de la Fonction publique ;
- les projets de textes portant règles de gestion applicables aux fonctionnaires d'Etat et aux agents contractuels de droit public ;
- les projets de textes portant organisation des emplois de fonctionnaires d'Etat ou d'agents contractuels de droit public ;
- les grandes orientations en matière de politique de formation professionnelle des agents de la Fonction publique ;
- l'attribution de la mention honorable et de la décoration aux agents de l'Etat ; dans ce cas, l'avis du Comité consultatif paritaire de la Fonction publique est requis avant transmission des dossiers à la Grande Chancellerie de l'Ordre National du Bénin.

Article 4

La mention honorable et les décorations sont décernées par décret du Président de la République, sur proposition du ministre chargé de la Fonction publique, après avis du comité consultatif paritaire de la Fonction publique.